

BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 30 JUIN 2025

| | | |
|--|-------------|---------|
| NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 | | |
| QUORUM : 9 | | |
| PRESENTS | REPRESENTES | ABSENTS |
| 13 | 0 | 3 |
| OBJET DE LA DECISION | | |
| N° 25/366 | | |
| 24SERV30 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE PRESTATIONS D'OPERATEURS FONCIERS POUR LES BESOINS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE EN 2 LOTS - AUTORISATION DE SIGNATURE | | |

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT, M. Joseph MINNITI.

ABSENTS :

Mme Josée MASSI, M. Francis ROUX, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/366

BUREAU DU 30 JUIN 2025

**O B J E T : 24SERV30 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE
DE PRESTATIONS D'OPERATEURS FONCIERS POUR
LES BESOINS DE LA METROPOLE TOULON
PROVENCE MEDITERRANEE EN 2 LOTS -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

VU le procès-verbal de la Commission d'Appel d'Offres en date du 17 juin 2025,

CONSIDERANT que la présente consultation concerne un Accord-Cadre à Bons de Commande de prestations d'opérateurs fonciers pour les besoins de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que les prestations sont réparties en deux lots :

| Lots | Désignation |
|------|--|
| 01 | Prestations d'opérateurs fonciers pour la rédaction d'actes administratifs |
| 02 | Prestations d'opérateurs fonciers pour la réalisation d'enquêtes publiques |

CONSIDERANT que le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre est défini comme suit :

| Lots | Minimum HT | Maximum HT |
|------|------------|------------|
| 1 | 10 000 € | 100 000 € |
| 2 | 25 000 € | 250 000 € |

CONSIDERANT qu'une consultation sous forme d'appel d'offres a été lancée en date du 10 mars 2025, avec une remise des offres fixée au 15 avril 2025 à 16h00,

CONSIDERANT que la publicité réglementaire a été publiée sur les sites du BOAMP, du JOUE et de la plateforme de dématérialisation DEMATIS,

CONSIDERANT que 16 dossiers ont été téléchargés et 6 a été téléchargé anonymement,

CONSIDERANT que 4 plis ont été déposés dans les délais, représentant 3 offres pour le lot 1 et 2 offres pour le lot 2,

CONSIDERANT que pour le lot 1 un courrier de questionnement pour offre anormalement basse a été envoyé au candidat S.E.G.A.T en date du 20 mai 2025 avec date limite de réponse au 28 mai 2025 à 16h00, dont la réponse a été reçue dans les délais et analysée,

CONSIDERANT que pour le lot 2 le candidat SYSTRA France a déposé une lettre dans laquelle il explique ne pas vouloir candidater pour ce lot,

CONSIDERANT que pour le lot 2 le candidat MEDIATERRE CONSEIL a déposé une offre dont le montant dépasse le seuil maximum de l'accord-cadre,

CONSIDERANT que les membres de la commission décident de classer n°1 l'offre de la société :

- Lot 1 : société S.E.G.A.T sise à PARIS (75020),

CONSIDERANT que la société présente les garanties et capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes,

CONSIDERANT que la société ne sera attributaire de l'accord-cadre qu'après avoir fourni l'ensemble des pièces fiscales et sociales demandées,

CONSIDERANT qu'à défaut de production de ces pièces dans les délais impartis, l'accord-cadre ne pourra pas lui être attribué,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE DECLARER économiquement viable l'offre de la société S.E.G.A.T pour le lot 1.

ARTICLE 3

DE DECLARER irrégulières les offres des sociétés SYSTRA France et MEDIATERRE CONSEIL pour le lot 2.

ARTICLE 4

DE CONSTATER l'infructuosité du lot 2.

ARTICLE 5

DE CONSTATER la recevabilité de la candidature de la société :

- Lot 1 : société S.E.G.A.T sise à PARIS (75020).

ARTICLE 6

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer l'accord-cadre et tous les actes y afférents, avec la société :

- Lot 1 : société S.E.G.A.T sise à PARIS (75020) pour un montant estimatif de 61 170 € HT étant précisé que :

| Minimum HT | Maximum HT |
|------------|------------|
| 10 000 € | 100 000 € |

ARTICLE 7

DE DIRE que l'accord-cadre considéré est conclu pour une période initiale de 1 an à compter du 8 juin 2025 ou de sa date de notification si postérieure au 8 juin 2025. Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

ARTICLE 8

DE DIRE que les bons de commande relatifs à cet accord-cadre pourront être émis sur le Budget Principal exercice 2025 (et suivants), sur les opérations concernées et dans la limite des crédits disponibles.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 30 juin 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR 13
CONTRE 0
ABSTENTION 0

